

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX COMMUNAUX A TITRE GRATUIT  
AU PROFIT DE L'ASSOCIATION « ALPHABETISATION »**

**ENTRE :**

**La Commune de CHILLY-MAZARIN**, domiciliée en son Hôtel de ville sis 1001, place du 8 Mai 1945 – 91380 CHILLY-MAZARIN, représentée par Madame Rafika REZGUI, Maire en exercice, autorisée par décision n° 23-003 du 10 janvier 2023, ci-après dénommée **la Commune**,

**ET**

**L'ASSOCIATION « ALPHABETISATION »**, sise Place du 8 Mai 1945 - 91380 CHILLY-MAZARIN représentée par Madame Pascale PROPONET, agissant au nom du Conseil d'Administration, ci-après dénommée **« l'Association »**,

**IL EST EXPOSÉ ET CONVENU CE QUI SUIT**

La présente convention est consentie et acceptée aux charges et conditions suivantes que les parties s'obligent à exécuter chacune en ce qui la concerne.

**ARTICLE 1 : MISE A DISPOSITION DE LOCAUX**

La présente convention a pour objet de mettre gratuitement à disposition de l'Association, qui l'accepte, des locaux communaux situés sur la commune de Chilly-Mazarin pour ses activités.

L'association a pour objectif d'aider tous les publics à l'apprentissage de la langue française.

1

La présente convention vaut autorisation d'occupation du domaine public de la Commune. Elle est faite à titre précaire et révocable à tout moment pour des motifs d'intérêt général. Il est expressément convenu que la mise à disposition des locaux est subordonnée au respect, par l'association, des obligations fixées ci-dessous par la présente convention.

**ARTICLE 2 : DÉSIGNATION DES LOCAUX COMMUNAUX**

La Commune met à la disposition de l'Association, les locaux suivants :

- La Salle Victor Schoelcher sise 71 avenue Charles de Gaulle.

L'utilisation des locaux doit être compatible avec la nature des installations et leur aménagement.  
L'usage des locaux défini dans la présente convention est exclusif. La cession des droits liés à cette convention, et notamment les sous locations ou le prêt, sont interdits.

Il est entendu que la salle est un espace municipal et que l'objet de l'association doit être conforme à la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association et notamment ne pas comporter d'activités commerciales.

### **ARTICLE 3 : HORAIRES D'OCCUPATION ET D'UTILISATION**

Il est convenu que l'Association utilisera les locaux, de manière exclusive aux horaires suivants :

- Salle Victor Schoelcher :
  - Les lundis, mardis et jeudis de 9h00 à 11h00 pour des cours d'apprentissage de la langue française,
  - Les lundis, mardis et jeudis de 20h30 à 22h00 pour des cours d'apprentissage de la langue française.

L'Association s'engage à affecter les locaux à l'objet exclusif de la réalisation des activités indiquées dans ses statuts.

### **ARTICLE 4 : REDEVANCES**

La présente mise à disposition est consentie à titre gratuit au profit de l'Association par la Commune pendant la durée de la convention.

### **ARTICLE 5 : CHARGES, IMPOTS ET TAXES**

Les frais d'eau, d'électricité et de chauffage seront supportés par la Commune.

Les impôts et taxes de toutes natures, relatifs au local mis à disposition, seront supportés par la Commune.

Les impôts et taxes de toutes natures, relatifs à l'activité exercée par l'Association, seront supportés par cette dernière.

### **ARTICLE 6 : ETAT ET ENTRETIEN DES LOCAUX**

L'Association s'engage à prendre les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance sans pouvoir réclamer de réparation ou de mise en état pendant toute la durée de la présente convention.

L'Association doit rendre les locaux en fin de location, en bon état de réparation locative et d'entretien.

L'Association veillera au maintien en parfait état de fonctionnement, d'hygiène et de sécurité des locaux, ainsi qu'à l'application du règlement intérieur.

L'Association ne supportera pas les grosses réparations, ces dernières restant à la charge de la Commune, sauf si l'Association est tenue responsable des dégradations.

L'Association s'interdit d'effectuer dans tous les lieux mis à sa disposition, tous travaux d'équipement et d'installation sans un accord écrit de la Commune.

### **ARTICLE 7 : ETAT DES LIEUX D'ENTREE ET DE SORTIE**

Un état des lieux contradictoire pourra être établi lors de la remise des clés à l'Association.

Cet état des lieux décrira précisément les locaux mis à disposition et sera mis en annexe le certificat de présentation des consignes de sécurité ainsi que le cas échéant la liste du matériel et mobilier mis à disposition (nature et état).



A l'issue de l'occupation des locaux et au terme de la convention, lors de la restitution des clés par l'Association, un état des lieux de sortie pourra être dressé contradictoirement entre les parties.

#### **ARTICLE 8 : ASSURANCES**

L'Association s'engage à souscrire auprès d'une compagnie d'assurances notoirement solvable un contrat d'assurance couvrant les dégâts causés aux personnes, aux biens immobiliers et mobiliers par les risques d'incendie, les dégâts des eaux, les attentats et les explosions. L'attestation d'assurance devra être transmise lors de la signature de la présente convention de mise à disposition.

L'Association est responsable des dommages et dégradations de toutes natures causés aux installations et matériels mis à sa disposition constatés pendant ou à l'issue de la période de mise à disposition et devra souscrire les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile couvrant sa propre responsabilité, celle de ses préposés et de toute personne participant à la direction, à l'animation et à l'activité, ainsi que tous les dommages qui pourraient être causés par les participants au local mis à disposition.

L'Association doit être couverte en responsabilité civile par une assurance pour les dommages susceptibles d'être causés par ses membres.

L'Association produira à la Commune l'attestation d'assurance et une copie de son contrat d'assurance avant la signature de la présente convention de mise à disposition ; et ne manquera pas de signaler toutes les modifications et changements apportés.

L'Association ne pourra exercer aucun recours contre la Commune et son assureur à la suite de sinistre pouvant atteindre ses biens meubles et devra faire son affaire personnelle de toute assurance à ce sujet.

3

L'Association devra déclarer immédiatement à la compagnie d'assurance et informer la commune de tous les sinistres et dégradations qui pourraient se produire dans le lieu mis à disposition. La Commune ne pourra en aucun cas et à aucun titre être responsable des vols dont l'association pourrait être victime.

En aucun cas, la Commune ne saurait renoncer à son action récursoire.

Dans l'hypothèse où l'Association ne souscrirait pas les assurances précitées, la présente convention ne pourra être rendue effective.

#### **ARTICLE 9 : RESPONSABILITÉS**

L'ensemble des activités exercées par le personnel, les dirigeants et les adhérents de l'Association dans les locaux mis à disposition, est placé sous la responsabilité exclusive de l'Association.

L'Association est responsable de tout dommage causé aux personnes, équipements et matériels municipaux constaté pendant ou à l'issue de la période de mise à disposition et prendra à sa charge le coût de remise en état ou de son remplacement.

#### **ARTICLE 10 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION**

L'Association s'engage à :

- Veiller à ce que l'activité exercée dans les lieux ne trouble, en aucune façon, la tranquillité et la jouissance des voisins. L'installation se trouvant incluse dans une zone d'habitation, il importe que les adhérents veuillent bien limiter les bruits susceptibles de gêner les riverains (cris, bruits de moteurs, klaxons, ...).
- Se conformer, pour l'exploitation de son activité aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans le local toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière.
- Veiller au respect des règles sanitaires en vigueur et notamment au règlement sanitaire départemental ; règles régulièrement mises à jour et affichées dans les équipements communaux.
- Assurer le contrôle des entrées et sorties des adhérents pendant toute la durée de la mise à disposition. Le nombre de personnes accueillies simultanément dans les locaux ne pourra dépasser les effectifs définis par la commission de sécurité. L'accès aux locaux ne peut être autorisé qu'en présence d'un responsable de l'Association. Le responsable est chargé de veiller à l'observation d'une parfaite discipline dans les locaux.
- Dans le cas des mesures prises par l'Etat en cas de nouvelle crise sanitaire, et pour la durée de celle-ci, l'Association s'engage à effectuer, sous sa responsabilité et avec ses propres moyens, une désinfection des équipements matériels et collectifs dont elle aurait eu l'usage, telles que les poignées de portes ou rampes, ou tout autre équipement, à l'exception des sols, à chaque fin d'utilisation du local mis à sa disposition.
- A signer le Contrat d'engagement Républicain annexé à la présente convention de mise à disposition.

4

#### **ARTICLE 11 : DURÉE ET RENOUVELLEMENT**

La présente convention engage la Commune et l'Association à compter de sa signature pour une durée d'un an, sauf résiliation par l'un ou l'autre des cosignataires conformément à l'article 12.

Cette convention est tacitement reconductible, deux fois, pour cette même période.

#### **ARTICLE 12 : RÉSILIATION**

En cas de violation des lois et règlements, ou des obligations décrites précédemment, ou en cas de force majeure, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par les deux parties par lettre recommandée avec accusé de réception, et les équipements seront alors restitués avec un préavis d'un mois.

Il est prévu que si l'Association cessait d'avoir besoin des locaux ou les occupait de manière insuffisante ou ne bénéficie plus des autorisations et agréments nécessaires à son activité, cette mise à disposition deviendrait automatiquement caduque.

La révocation pour des motifs d'intérêt général ne donnera lieu à aucune indemnisation.

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou par la destruction des locaux par cas fortuit ou de force majeure.

**ARTICLE 13 : CONTENTIEUX**

A défaut ou après épuisement des voies de règlements amiables, toute difficulté relative à l'exécution ou l'interprétation de la présente convention relèverait de la compétence du tribunal administratif de Versailles.

Fait à Chilly-Mazarin, le 10 janvier 2023

La Maire  
Rafika REZGUI



Le Président de l'Association  
« Alphabétisation »  
Psacale PROPONET